\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Gustavo Petro Urrego
Presidente de la República
Carrera 8 No. 7-26
Bogotá
Colombia

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Monsieur le Président,

**Je vous écris pour vous faire part de ma profonde inquiétude concernant les graves menaces pesant sur la vie et la sécurité de la population civile dans la région du Catatumbo en Colombie, en particulier sur les défenseur·e·s des droits humains et les membres des organisations locales de la société civile**. Ces personnes et leurs organisations sont particulièrement visées par les propos que vous avez tenus lors du conseil des ministres du 3 mars, affirmant notamment que les organisations de la société civile du Catatumbo sont «imprégnées» par les groupes armés de la région et y sont «subordonnés».

De tels propos mettent en danger les membres des organisations de la société civile, notamment les défenseur·e s des droits humains, dans une région qui a connu des décennies de conflit armé, où les accusations de collaboration avec une faction ou une autre ont coûté la vie à de nombreuses personnes. Vos déclarations sont en contradiction avec la législation internationale et nationale qui recommande aux représentants de l’État de s’abstenir de faire des déclarations stigmatisant les défenseur·e·s des droits humains, qui contribuent à les exposer encore davantage au danger et ont un impact sur leur travail précieux. Vos déclarations contredisent également votre propre directive présidentielle 07 de 2023, qui demande à l’ensemble du gouvernement colombien de soutenir et de reconnaître le travail des défenseur·e·s des droits humains.

Depuis des années, défenseur·e·s des droits humains et organisations de la société civile sont confrontés à la violence et à l’hostilité en Colombie, notamment dans le Catatumbo, une région marquée par une extrême pauvreté, un degré élevé de militarisation et de violence armée, les effets négatifs de l’éradication forcée de la coca, l’absence de soutien aux solutions économiques de substitution et le manque d’accès à des services essentiels tels que les soins de santé, l’alimentation, l’éducation, l’eau et le logement. Les politiques de l’État n’ont pas garanti les droits économiques et sociaux de la population.

Ces dernières années, et en particulier depuis le début de la crise violente actuelle, à la mi-janvier, des organisations de la société civile locale du Catatumbo, notamment le Comité d’intégration sociale du Catatumbo (CISCA), l’Association paysanne du Catatumbo (ASCAMCAT), la Table de concertation permanente autochtone (MPC) et l’Union paysanne du Catatumbo (ASUNCAT), ont systématiquement appelé à la paix, au respect du droit humanitaire international et à des solutions structurelles basées sur une présence plus forte des institutions civiles de l’État, comme indiqué dans le Pacte social pour la transformation territoriale du Catatumbo, récemment signé.

**Je vous exhorte à retirer vos propos et à vous abstenir de stigmatiser davantage les organisations de la société civile du Catatumbo. Je vous demande par ailleurs de reconnaître leur travail et de garantir leur participation active à la mise en œuvre de mesures visant à surmonter la crise dans cette région, en renforçant la présence civile de l’État, en fournissant des services publics attendus depuis longtemps aux habitant·e·s du Catatumbo et, enfin, en protégeant leurs droits fondamentaux.**

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l’expression de ma haute considération.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Copie**

Ambassade de la République de Colombie, Zieglerstrasse 29, 3007 Berne

Fax: 031 350 14 09, E-mail: esuiza@cancilleria.gov.co